

COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE



LE PETROLE DES PAYS ARABES DU GOLFE COMME RESSOURCE STRATEGIQUE MONDIALE

Mémoire de géopolitique
du Commandant Mubarak AL-NASSR
Dans le cadre du séminaire
« Courants Idéologiques et Géopolitiques »

Directeur :Monsieur Jean-Luc POUTHIER

Avril 2003

FICHE DOCUMENTAIRE

1 Titre du mémoire

Le pétrole des pays arabes du Golfe comme ressource stratégique

2 Identité de l'auteur

Commandant Mubarak AL-NASSR (QATAR)

3 Date de rédaction

01 Avril 2003

4 Division de l'officier stagiaire

B3

5 Nature de travail

Mémoire de géopolitique

6 Résumé de synthèse du travail

Ce travail consiste à étudier les effets de la découverte du pétrole dans les pays arabes du Golfe et son exploitation comme ressource stratégique pour le développement économique et sociale dans ces pays. Il analyse aussi les conséquences des deux guerres du Golfe sur la politique économique de cette région.

7 Mots clés

Pays arabes du Golfe, pétrole, ressource stratégique, Moyen Orient , France, Grande Bretagne , Etats-Unis, guerre du Golfe, projets économiques.

SOMMAIRE

LE PETROLE DES PAYS ARABES DU GOLFE COMME RESSOURCE STRATEGIQUE MONDIALE

INTRODUCTION

PREMIERE PARTIE: Le pétrole comme ressource stratégique et le rôle des grandes puissances

Historique de la découverte du pétrole

Ambitions des grandes puissances

Présence de la France dans la région du Golfe

Domination britannique

Domination américaine

DEUXIEME PARTIE: Le développement économique, politique et social des pays arabes du Golfe

Conseil de Coopération du Golfe

Planification et exploitation du pétrole

Projets effectivement réalisés

TROISIEME PARTIE: Les impacts des deux guerres du Golfe sur le développement des pays arabes de la région.

Conséquences négatives de la guerre Irak - Iran

Conséquences fatales de la deuxième guerre du Golfe

Nouvelle carte géopolitique américaine et menaces stratégiques pour la région

CONCLUSIONS

Niveau régional

Niveau international

BIBLIOGRAPHIE

INTRODUCTION

Ce travail se situe dans le sujet de recherches qui se donne pour objectif de tous les moyens mettant en évidence les effets de la découverte du pétrole dans les pays arabes du Golfe et son exploitation comme ressource stratégique pour le développement économique et sociale dans ces pays. Il aborde aussi l'évaluation des conséquences des deux guerres du Golfe sur la politique économique de cette région.

Ce travail comporte trois chapitres.

Dans le premier chapitre, nous abordons les aspects historiques du pétrole comme ressource stratégique mondiale et le rôle des grandes puissances, leurs ambitions et leurs premiers pas d'existence et de domination de cette région du monde.

Dans le second chapitre, nous essayons de présenter les efforts de ces pays pour le développement économique, politique et social des pays arabes du Golfe. Il s'agit de la planification mise en place et l'exploitation du pétrole dans cet objectif et les projets réalisés dans chaque pays.

Le troisième chapitre analyse les impacts des deux guerres du Golfe sur le développement des pays arabes de la région. Les conséquences négatives de la première guerre et fatales de la seconde seront détaillées dans les deux premiers paragraphes. En dernier lieu, nous allons essayer de définir le cadre de la nouvelle politique et la nouvelle carte mondiale dessinées par l'administration américaine après les événements du 11 septembre 2001.

PREMIERE PARTIE: Le pétrole comme ressource stratégique et le rôle des grandes puissances.

1.1 Historique de la découverte du pétrole

Principale richesse du Moyen-Orient, l'or noir demeure un des enjeux essentiels des luttes d'influence, dans une région qui, en 1994, produit encore 30,7 % du pétrole brut mondial et en détient 65,5 % des réserves, dont 46,5 % pour la seule péninsule Arabique - ces chiffres, et la plupart des suivants récents, sont tirés de Arab Oil and Gas Directory 1996(2).

C'est au début du siècle passé qu'on le découvre : la première exploitation date de 1909, en Iran. Il n'est pas oublié dans les tractations consécutives à la Première Guerre mondiale : Britanniques (75 %) et Français (25 %) se partagent Mossoul. Via le pétrole également s'effectue la pénétration américaine : après avoir obtenu 23,75 % de l'Iraq Petroleum Company en 1927 puis, l'année suivante, avec l'accord d'Achnacarry, leur part du gâteau mondial, les compagnies américaines raflent les marchés de Bahreïn (1932) et surtout d'Arabie Saoudite_(1933) : c'est la naissance de l'ARAMCO. De 1938 à 1948, les États-Unis grimpent d'ailleurs de 13,9 % à 55,2 % de la production pétrolière moyen-orientale laquelle, entre-temps, a triplé. Trois ans plus tard, le Dr Mossadegh rend célèbre sa révolution - et en signe, à terme, l'arrêt de mort - en nationalisant l'Anglo-Iranian Oil Company. De fait, en 1953, l'intervention de la CIA mettra fin au sacrilège...

Car, à l'époque, on ne badine pas avec le pétrole. Les Occidentaux et leurs compagnies - on les appellera plus tard les " Sept Soeurs " : la Standard Oil of California (SOCAL), la Standard Oil of New York (Mobil Oil), la Standard Oil of New Jersey (Exxon), la Gulf et la Texas Oil Cy (Texaco), toutes cinq américaines, plus une anglaise (la British Petroleum) et une anglo-hollandaise (la Royal Dutch Shell) - dominant le marché. C'est le temps du profit facile : immenses concessions accordées pour soixante à quatre-vingt-quatorze ans, maîtrise totale de l'exploitation, royalties en forme d'aumône - environ 12 %. À peine égratignés par l'invention vénézuélienne, en 1948, du fifty-fifty, les bénéfices sont colossaux,

du moins pour les compagnies : les économies locales, elles, n'en tirent que peu d'avantages. Énergie à très bas prix, et qui rapporte gros, le pétrole devient ainsi l'aliment numéro un de la croissance occidentale.

Cette évolution n'est pas sans conséquences. Elle entraîne une augmentation rapide de l'extraction : la production mondiale, de 500 millions de tonnes à la fin des années 40, atteint 2 300 millions à la fin des années 60. Du même coup, la dépendance de l'Europe, du Japon, et, dans une moindre mesure, des États-Unis à l'égard du Moyen-Orient s'accroît : la part de la région dans cette production est passée de 17 à 30 %. Plus vulnérables, les Occidentaux sont en même temps confrontés à un mouvement national de plus en plus vif, et qui fait de la récupération de ses richesses naturelles un cheval de bataille. Tels sont les ingrédients qui, sur fond de conflit israélo-arabe, feront exploser la " guerre du pétrole " de 1973. Rien là, cependant, de surprenant : les Occidentaux sont confrontés depuis longtemps aux combats menés par les producteurs à la fois pour la souveraineté sur leur sous-sol, pour le contrôle de la production et pour la maîtrise des prix et de la fiscalité.

Mais la propriété n'est rien sans la maîtrise de la production et de son prix. C'est l'objectif assigné à l'OPEP, lors de sa création en 1961. Première victoire en 1964 : la redevance s'ajoutant à l'impôt sur le bénéfice, la part de l'État passe de 50 à 56,25 %. Les prix, cependant, continuent à baisser. Jusqu'à la fermeture, par la Syrie, en 1970, d'un des deux oléoducs amenant le pétrole saoudien au port libanais de Saïda : sur un marché raréfié par le blocage du canal de Suez depuis la guerre des Six Jours en 1967, c'est l'occasion pour l'Algérie et la Libye d'augmenter leurs tarifs. Les accords de Téhéran, en janvier 1971, élèvent l'impôt sur les bénéfices de 50 à 55 %. À Téhéran encore, puis à Genève, des hausses de prix sont décidées en fonction du dollar et de la situation monétaire mondiale : en trois ans, le brut du Golfe a augmenté de 70 %. Ce record sera pulvérisé lors de la guerre de Kippour en 1973.

" Il n'y a plus d'espoir d'un accord pacifique, notre décision est de combattre ", avait expliqué Anouar Al Sadate, dans l'incrédulité générale. Le 6 octobre 1973, pourtant, les troupes égyptiennes franchissent le canal de Suez, et enfoncent la ligne Bar Lev. L'honneur arabe est vengé, mais Tsahal, l'armée israélienne, se reprend. C'est en pleine contre-offensive israélienne que les pays arabes producteurs, réunis le 17 octobre à Koweït, décident à la fois une nouvelle hausse de 75 % et un embargo contre les amis d'Israël. Une augmentation supplémentaire de 115 % sera décidée en décembre, à Téhéran. Au total, le brut a donc quadruplé : de 3 à 11,5 dollars le baril. Mais cette énorme réévaluation constituait, en fait, un simple rattrapage de la valeur réelle du pétrole brut, tant son pouvoir d'achat avait décliné au cours des décennies précédentes. L'événement de 1973, c'est donc moins l'augmentation elle-même du prix du pétrole que la prise en main simultanée, par les producteurs, de la tarification et du rythme de l'extraction : une avancée vers ce " nouvel ordre économique international " qui devient, à l'époque, le slogan des Non-alignés. C'est, du même coup, l'obligation pour les producteurs et les consommateurs de se montrer plus parcimonieux : l'ère des gaspillages est terminée, les pays arabes ayant ainsi défendu le patrimoine de l'humanité en même temps que le leur propre. Il en ira de même avec les nouveaux réajustements de la fin des années 70, à la fois rattrapage de prix et mutation à l'économie...

L'" arme du pétrole ", dit-on, n'est pourtant plus ce qu'elle était. Les producteurs arabes subissent la concurrence de nouveaux venus, dont la part du marché a grandi (Mexique, Grande-Bretagne et Norvège, notamment). Pourtant, après être tombée de 45 % de la production pétrolière en 1980 à 38,2 % en 1990, l'OPEP a retrouvé en 1995 un niveau de 40 %. Quant au Moyen-Orient proprement dit, de 30,7 % en 1980, sa part a chuté à 27,25 % en 1990, mais est remontée à 30,7 % en 1995. Et, en termes d'exportation, la région - voir le tableau page 292 - a vu son pourcentage passer de 54,5 % en 1980 à 43,88 % en 1989. Mais la chute des parts

de production et d'exportation s'est, circonstance aggravante, accompagnée d'un effondrement des prix.

À ce bras de fer entre producteurs OPEP et non OPEP s'ajoute l'incapacité de l'OPEP elle-même à s'en tenir à une politique concertée des quantités et des cours - elle est divisée entre radicaux désireux, tels l'Irak et l'Iran, de financer leur guerre ou, comme l'Algérie, soucieux de valoriser rapidement leurs faibles réserves, et modérés patients guidés par la volonté de ne pas déplaire à Washington. D'où une chute vertigineuse : de 34 dollars en 1981, le baril s'est effondré à moins de 10 dollars en 1986, pour osciller depuis entre 10 et 15. Même après la crise du Golfe, qui l'a vu un temps crever le plafond des 40 dollars, il est retombé à 20 dollars environ (2).

1.2 Ambitions des grandes puissances

Le gouvernement britannique s'engagea à exploiter le gisement iranien dès 1914. Il acheta au prix fort 51% des actions de la compagnie APOC (Anglo-Persian Oil Company). Dès le début de la première Guerre Mondiale, la demande en pétrole pour les nouvelles armes (chars, avions, etc.) s'accru et le pétrole devint une denrée stratégique. Après la guerre la demande en pétrole progressait toujours dans le cadre d'une utilisation industrielle (5).

La production de brut iranien débuta au début du 20^e siècle grâce aux capitaux anglais. Les Iraniens se sentirent injustement exploités par les capitalistes étrangers. Le nationalisme monta en Iran avec le retrait nord des troupes soviétiques. Le nationalisme iranien prit le droit de propriété sur le pétrole pour cible prochaine. Pour les Britanniques qui avait investi massivement dans le développement de l'industrie pétrolière, il était naturel que les droits d'exploitation appartiennent aux capitalistes anglais. Mais l'Iran réclama son droit de propriété sur la ressource, et demanda la révision du contrat signé avec l'AIOC dans le but d'appliquer les mêmes conditions que celles-ci accordées par capitalistes américains aux producteurs des émirats arabes du

Golfe. Dans les contrats américains avec les émirats, l'investisseur et le producteur avaient décidé d'un partage équitable de 50/50.

Les négociations avec les Anglais, qui souffraient économiquement, furent rudes et difficiles. Au sein du gouvernement iranien, le mécontentement s'éleva. Malgré un compromis sur la révision de l'accord entre le gouvernement et l'AIOC (Anglo-Persian Oil Company), le parlement décida la nationalisation de l'industrie pétrolière sur la proposition de Mohamed Mossadegh alors commissaire à la Commission parlementaire du pétrole. Devenu Premier Ministre, Mossadegh nationalisa les actifs de l'AIOC (Angro-Iranian Oil Company) qu'il remplaça par la NIOC (National Iranian Oil Company).

L'Angleterre institua un blocus du pétrole iranien en guise de représailles à cette nationalisation. Les majors (les 7 principales compagnies pétrolières appelées Seven Sisters), qui craignirent la nationalisation dans les autres pays pétroliers, boycottèrent elles aussi le brut iranien à l'initiative de l'AIOC et provoquèrent une suspension de paiement. Les autres pays arabes (l'Arabie Saoudite et Le Koweït) augmentèrent leur production pour maintenir l'approvisionnement du marché mondial.

Les objectifs du gouvernement Mohammad Mossadegh furent, premièrement, de rétablir le pouvoir effectif du Parlement sur la politique iranienne par rapport au Shâh et, deuxièmement, de remettre l'industrie pétrolière sous un réel contrôle iranien. Le gouvernement obtint un large soutien des nationalistes et démocrates, notamment du Front National et du parti communiste irakien le Toudeh.

Les Etats-Unis s'inquiétèrent du rapprochement des communistes avec le gouvernement. N'y avait-il pas le risque de favoriser l'expansion du communisme dans un Iran qui souffrait de l'embargo anglais et de permettre un rapprochement avec l'Union soviétique ? Malgré le Président Truman, qui espérait une rapide fin du conflit anglo-iranien sans recours à la force militaire en obtenant même certaines concessions de la part des Anglais, ceux-ci réunirent leur flotte au large d'Abadan et firent une démonstration d'exercices de tirs pour montrer leur hostilité vis-à-vis de l'Iran. La nouvelle administration du Président Eisenhower (1953) considérait qu'il n'était plus

possible de négocier avec le gouvernement Mossadegh. Les Américains s'entendirent avec les Anglais afin d'abattre le gouvernement nationaliste pro-communiste. Le 19 août 1953, un coup d'état fomenté par la CIA renversa Mossadegh et G^{al} Fazlollah Zahedi le remplaça.

1.3 Présence de la France dans la région du Golfe

Première puissance occidentale à s'implanter au Proche-Orient, longtemps concurrente de la Grande-Bretagne à laquelle l'oppose dans la région une vive lutte d'influence, la France en sera aussi la première expulsée. Il faudra le général de Gaulle pour lui rendre son prestige... et ses marchés dans la région.

C'est en 1535 que François I^{er} obtient du sultan des " Capitulations " : il s'agit de privilèges pour la France et ses ressortissants dans l'Empire ottoman. À ce premier pas s'ajouteront des interventions en faveur des chrétiens maronites du Liban, dont elle prend officiellement en charge la " défense " en 1639. La prise de Jérusalem par les Croisés, le 15 juillet 1099, ouvre également l'ère, en Palestine, de la France, qui s'y verra reconnaître la " protection " des Lieux saints catholiques. Avec l'expédition d'Égypte (1798-1799) de Napoléon Bonaparte commence une nouvelle période de l'intérêt français pour le Proche-Orient, et le monde arabe en général : la période coloniale (2).

C'est au général de Gaulle que la France doit son retour en force. Au beau milieu de la guerre des Six Jours en 1967, dont il juge Israël responsable, le président de la République modifie en profondeur l'orientation traditionnelle du Quai d'Orsay. Après avoir condamné l'occupation de territoires arabes et l'annexion de Jérusalem par l'État hébreu, il sanctionne ce dernier par un embargo sur les ventes d'armes aux " pays de la confrontation ". C'est de cette époque que date la phrase controversée évoquant " un peuple sûr de lui et dominateur ". Mais on oublie souvent la suite, étonnamment prophétique : Israël " organise, sur les territoires qu'il a pris, l'occupation qui ne peut aller sans oppression, répression, expulsions ; et il s'y manifeste contre lui une résistance qu'à son tour il qualifie de terrorisme ". Les successeurs du Général, Georges Pompidou puis Valéry Giscard d'Estaing, restent fidèles à cette politique proche-orientale ainsi rééquilibrée - mais non à l'embargo sur les armes à

destination d'Israël, adouci dès 1969, supprimé en 1974 ; la diplomatie française converge avec les diplomaties arabes quant aux conditions d'une paix durable, autorise l'OLP à ouvrir un bureau à Paris en 1975 et pousse la CEE vers la reconnaissance des " droits nationaux palestiniens ", en même temps qu'elle se mêle à nouveau de l'imbroglio libanais. Du côté israélien, on se plaît à souligner les contreparties économiques du " tournant " gaulliste : de fabuleux contrats avec l'Irak, l'Égypte, l'Arabie Saoudite, la Libye, et l'Iran, le pétrole étant " échangé " contre des armes, des technologies avancées, notamment nucléaires civiles, et de nombreux biens de consommation...

En revanche, principal fournisseur d'armes de l'Irak après l'URSS, la France sera happée dans l'engrenage de la guerre Iran-Irak. Ce qui lui vaudra l'enlèvement et la longue séquestration de nombre de ses ressortissants au Liban. Après une montée de la tension jusqu'à la rupture des relations diplomatiques entre Paris et Téhéran en août 1987, la négociation reprendra ses droits. Les otages français sont spectaculairement libérés en pleine élection présidentielle, au printemps de 1988, ouvrant la voie à une normalisation entre les deux pays. Ainsi prise au piège du Golfe, la France, en matière israélo-arabe, se contente de déclarations et de rencontres : aucune initiative diplomatique n'est partie de Paris.

Ce retrait français va s'accroître avec la guerre du Golfe, dans laquelle la position de Paris menacera l'héritage même de la " politique arabe " de la V^e République. Certes, par deux fois - le 24 septembre 1990 devant l'Assemblée générale de l'ONU et le 15 janvier 1991 au Conseil de sécurité -, la France tentera d'empêcher le pire en forçant Washington et Bagdad au dialogue. Mais la portée de ces appels sera limitée, voire annulée, par la décision prise, le 15 septembre 1990, au lendemain de l'agression irakienne contre l'ambassade de France au Koweït, de prendre place sur le terrain dans la coalition dirigée par les États-Unis. De l'envoi du Clemenceau à l'opération Daguet, un saut qualitatif a été effectué : en passant de l'application de l'embargo à un engagement offensif, l'armée française est entrée dans une " logique de guerre " - l'expression est de François Mitterrand et date du 21 août 1990. Les faits d'armes des quelque 15 000 hommes de la division Daguet, s'ils convainquent Washington de la fidélité de l'allié français, minent simultanément les relations franco-arabes.

" Comme elle aura été présente dans la guerre, la France, écoutée, respectée de tous côtés, je vous l'assure, sera présente au rendez-vous quand le dialogue reprendra enfin ", déclarait le président Mitterrand durant le conflit. Force est de constater au contraire que la diplomatie française ne jouera aucun rôle dans les évolutions, pourtant décisives, qui s'ébauchent au Proche-Orient. Certes, elle se targue d'avoir, dans le drame kurde, mis en oeuvre le " droit d'ingérence ", mais c'était pour canaliser le flot des réfugiés et non pour empêcher le massacre qui l'avait provoqué. Dans le dossier israélo-arabe, elle laisse faire les États-Unis. Au Liban, elle s'est ralliée - tardivement - aux accords de Taëf après avoir abandonné le général Michel Aoun. Dans le Golfe, elle n'a que les miettes, économiques, politiques et militaires, du gâteau de la " victoire ". Sans parler des répercussions durables de l'onde de choc antifrançaise qui a traversé les opinions arabes, maghrébines en particulier...

L'absence de la France - comme celle de l'Europe d'ailleurs - est particulièrement frappante dans l'organisation de la conférence de Madrid, qui s'ouvre le 30 octobre 1991, comme des négociations, bilatérales et multilatérales, qui la suivront. De même, en 1993, ignore-t-elle superbement les tractations d'Oslo, auxquelles le Quai d'Orsay - pas plus que le département d'État d'ailleurs - ne croit pas. Si bien que, lorsque celles-ci débouchent sur la reconnaissance réciproque d'Israël et de l'OLP, puis sur la Déclaration de principe sur l'autonomie et les accords d'Oslo qui la concrétisent, Paris n'obtient même pas un strapontin. Ce que le général de Gaulle avait toujours voulu éviter est advenu : Washington demeure seul maître du jeu proche-oriental, de manière d'autant plus choquante que les États-Unis sont à la fois juge et partie. Faut-il croire aux filiations ? On devra attendre l'élection du néo-gaulliste Jacques Chirac à la présidence de la République en mai 1995 pour que la France esquisse à nouveau une politique indépendante dans la région. Début avril 1996, à l'occasion d'un voyage au Liban et en Égypte, le président de la République signifie l'" élan nouveau " qu'il entend donner à la " politique arabe de la France ", hier qualifiée de " mythe " par le ministre socialiste des Affaires étrangères socialiste Roland Dumas : elle doit être, déclare-t-il aux étudiants du Caire, " une dimension essentielle de sa politique étrangère ". Et de réclamer un rôle plus important pour l'Union européenne, au service des quatre conditions de la paix au Proche-Orient : le " droit du peuple palestinien et ses aspirations légitimes à disposer d'un

État ", le fait " qu'Israël soit assuré de vivre en sécurité ", un règlement israélo-syrien fondé sur " un retrait total du Golan contre une paix totale ", la " souveraineté pleine et entière du Liban sur l'ensemble de son territoire " (2) .

En 1995, le Moyen-Orient pèse relativement peu dans les échanges commerciaux français : la France en a importé pour 36,1 milliards de francs (soit 2,6 % du total de ses importations) et y a exporté pour 51,6 milliards (soit 3,6 % du total de ses exportations). Ce qui n'empêche pas le solde positif de ces échanges (15,6 milliards) de représenter près du tiers (32,2 %) de l'excédent commercial français. Les cinq premiers acheteurs de la France dans la région sont, dans l'ordre, la Turquie (9,2 milliards), l'Arabie Saoudite (6,6), les Émirats arabes unis (6,4), l'Égypte (5,9). Ses cinq principaux fournisseurs sont l'Arabie Saoudite (12,8), l'Iran (6,9), la Turquie (5,7), Israël (4,4) et la Syrie (2,1).

1.4 Domination britannique

Après la découverte par Vasco de Gama en 1497 de la route des Indes par le Cap de Bonne-Espérance, c'est au cours du 16^e siècle que le premier européen fit son apparition dans la région du Golfe. A l'époque, les routes d'échange entre l'Occident et l'Orient étaient sous le contrôle de l'Empire ottoman. Grâce à cette route maritime nouvellement ouverte, les Européens acquièrent une possibilité de commercer directement avec l'Asie en contournant le territoire ottoman. Les Portugais fondèrent des comptoirs sur les différentes côtes africaines et sur l'île d'Hormuz, qui se trouve dans le détroit d'Hormuz, pour contrôler les navires qui passaient dans les zones (5).

Les navires anglais, hollandais et français fréquentèrent ces côtes au cours du 17^e siècle. Ces puissances européennes, qui avaient les intérêts sur la région, entrèrent en conflit pour y établir leur supériorité maritime et entraînèrent l'Empire ottoman et la dynastie Safavide (1501-1732) dans de nombreuses batailles. Les anglais en s'emparant du fort portugais de l'île d'Hormuz au début du 17^e siècle purent s'avancer dans la partie sud du Golfe. La Grande-Bretagne obtint des Safavides la promesse que les privilèges maritimes en faveur des Anglais soient garantis, moyennement son soutien militaire dans la lutte contre l'Empire ottoman avec qui la Dynastie était en guerre. Les

Pays-Bas qui rivalisait avec l'Angleterre renoncèrent à leur site de l'île de Kharg et son influence sur la région diminuèrent en 18^e siècle.

L'émir du Koweït signa en 1899 un traité de protectorat avec la Grande-Bretagne. La motivation anglaise de ce traité était de contrer la menace germanique que représentait le projet de construction d'un chemin de fer (Projet 3B) de Berlin à Bagdad en passant par Byzance, mais dont la destination finale était, à n'en pas douté, le Koweït.

En 1918, Après l'Allemagne perdit la guerre et se retira du Golfe, nul ne menaçait plus la Grande-Bretagne dans le Golfe. La dynastie persique de Qadjar fut tellement affaiblie qu'elle permit aux Britanniques de contrôler de sa politique intérieure. L'Empire ottoman fut au bord du démantèlement après le choc de la défaite. La Grande-Bretagne isola l'Irak de l'Empire pour leur imposer sa protection sous le mandat de l'Union des Pays.

Enfin, tous les pays de la région du Golfe passèrent, directement ou indirectement, sous influence britannique (achèvement de Pax britannique).

Pour les Emirats du Golfe situés au fin fond du territoire de l'Empire ottoman, les Européens privilégiaient l'aide directe aux chefs de tribus dans le but d'établir leur domination sur la zone sans avoir à recourir à des gouverneurs nommés par la Métropole. C'est une raison qui constitua plus tard des pays d'Emirat. N'ayant pas d'activité économique locale, cette région du Golfe n'avait que peu d'intérêt pour les Occidentaux sauf comme havres pour les navires de commerce qui transportaient les marchandises entre l'Europe et les Indes ou comme sites militaires. Il suffisait donc de contrôler les chefs de tribus pour dominer la région. C'est un mode de contrôle des « points ».

A contrario, les émirs profitèrent au maximum de la protection offerte par l'absence occidentale pour briser les hostilités régionales et enrayer les pressions du gouvernement ottoman puis asseoir leur pouvoir sur les peuples. La protection anglaise permit aux petits Emirats du Golfe de préserver le système féodal au sein de leur société, tandis que en Arabie Saoudite elle servit à favoriser la fédéralisation des tribus autour d'une famille singulière.

Le cas du Koweït montre l'exemple. La famille al-Sabah gouverna le clan qui s'installa à Koweït au milieu 18^e siècle. Les Britanniques, qui s'intéressaient au site pour le commerce maritime, s'approchèrent de la famille al-Sabah. A partir de 1871, l'Empire ottoman commença à s'avancer sur le Golfe. Le Koweït se divisait en deux tendances : pro-ottomane et pro-anglaise. Mais Moubarak, soutenu par l'armée britannique, se plaça sur le trône de l'Emir. La famille Moubarak occupait désormais la tête de l'émirat de Koweït. L'Emir de Koweït signa en 1899 un traité de protectorat avec la Grande-Bretagne, dont une clause énonce « le territoire du Koweït ne devra pas être cédée sans accord de la Grande-Bretagne ». Le Koweït se plaça ainsi sous la domination britannique, et barra la route du pouvoir au camp anti-Moubarak.

Des cas similaires se reproduirent à Bahreïn et au Qatar. La Grande-Bretagne conclut successivement des traités d'amitié avec ces pays. Elle influença sur l'intronisation de Hamad (famille Halifa) en 1923 au Bahreïn et sur celle de Hamad (famille Thani) en 1935 au Qatar.

Les Anglais et les Français planifièrent de démolir l'Empire ottoman qui dominait pendant des siècles la région du Golfe et de lui substituer de nouveaux d'états. La partie arabe de l'ancien Empire fut divisée par la Grande-Bretagne et la France et Londres y installa un état monarchique en l'Irak (1921). La Grande Bretagne gouverne indirectement l'Irak, sous alliance, tout en garantissant son développement pour qu'il devienne un pays moderne. Ceci permet aux anglais d'économiser les coûts de gestion qu'auraient entraînés une colonisation complète. La Grande-Bretagne consacra de nombreux efforts à l'Irak pour que fut mis en place un système politique moderne et qu'il devienne un état autonome pro-anglais avec la formation d'élites militaires et civiles au sein du pays.

Par contre dans l'Irak, Les intellectuels irakiens qui étaient contact avec les idéologies modernes formèrent les partis politiques qui revendiquaient activement l'indépendance vis-à-vis de la Grande-Bretagne. Dans l'armée irakienne, qui avait accueilli de nombreux provinciaux de la classe inférieure, le sentiment nationaliste de droite pro-fasciste se développa dès la deuxième partie des années 30, en réaction au

nationalisme anti-anglais puis, dans les années 50, le nationalisme de gauche apparut sous l'influence de la révolution nassérienne d'Égypte.

Au début du 20^e siècle, la Grande Bretagne a établi deux modèles de domination sur les pays du Golfe. Le premier modèle, qui établit une domination indirecte, est le protectorat (l'Irak par exemple). La Grande Bretagne gouverne indirectement le pays, sous alliance, tout en garantissant son développement pour qu'il devienne un pays moderne. Ceci permet aux anglais d'économiser les coûts de gestion qu'auraient entraînés une colonisation complète. Le deuxième modèle est le mode de gestion directe où l'Angleterre influence directement le pays dominé. Avec ce modèle la Grande Bretagne offre une garantie de protection aux chefs d'états et dirigeants des pays. Cet exemple se retrouve dans les Emirats du Golfe, notamment au Koweït. Ce système fonctionne également grâce à la formation et au renforcement des classes sociales qui soutiennent le pouvoir colonial. Au sein des pays arabes gouvernés par les Britanniques ou les Français, il existait les classes sociales composées de grands propriétaires terriens ou de capitalistes qui tiraient profits de leur collaboration avec le pouvoir colonial. Afin de maintenir cette domination coloniale, la Grande Bretagne et la France ont chacun installé un système permettant à ces classes dirigeantes d'occuper longtemps une place dominante dans la société de chaque pays.

1.5 Domination américaine

L'importance de la région du Golfe pour l'Occident était non seulement reconnue en tant que sites géostratégiques car ils se trouvaient à mi-chemin entre l'Occident et les Indes, mais aussi pour ses gisements pétroliers. La demande en pétrole au niveau mondial augmenta d'année en année depuis le début du 20^e siècle. Les pays industrialisés devenaient de plus en plus dépendants de l'or noir. A l'époque où les vagues de révolution pan-arabe ou du communisme s'étendaient, régnait la crainte d'une éventuelle pénurie de pétrole alors que les Anglais se retiraient de la région en 1968 (5). De plus, si la révolution faisait perdre le pouvoir aux chefs des émirats, l'influence occidentale sur la région du Golfe risquait de sérieusement diminuer.

Ceci incita les Américains, vainqueurs de la deuxième Guerre Mondiale, à entrer sur la scène du Golfe pour combler le vide créé par le départ des Britanniques. Les Etats-unis remplacèrent selon la Doctrine Truman, la Grande-Bretagne, cette dernière ne pouvant plus financer les aides à la Turquie et à la Grèce. C'était alors la stratégie des Alliés, tout au long de la guerre froide, de ne jamais laisser au bloc soviétique la possibilité d'étendre son influence. Les Américains remplacèrent donc les Anglais à chaque fois que ceux-ci ne pouvaient plus assumer le rôle de gardien.

Cependant l'Amérique était trop impliquée dans les affaires d'Indochine (Guerre du Vietnam) pour intervenir dans le Golfe. L'Amérique se trouva face à un sérieux dilemme : comment faire pour maintenir l'influence occidentale sur le Golfe, si une puissance étrangère, notamment communiste, poussait ses pions après le départ des Britanniques.

Le Président Nixon présenta la Doctrine Nixon (appelée aussi "Guam Doctrine") en juillet 1969 à l'île de Guam. Dans celle-ci il déclarait privilégier désormais le désengagement des troupes au sol américaines dans les pays en cours de développement au profit des aides militaires en matériels et au soutien aérien. L'Amérique, qui avait l'expérience de l'intervention directe avec la Guerre du Vietnam, autorisa l'intervention indirecte de ses forces militaires même dans les régions où elle considérait que les menaces aux intérêts américains n'étaient pas directes. Avec ce raisonnement, les Etats-Unis décidèrent de renforcer la présence des forces alliées (force d'alliance pro-américain) dans la zone du Golfe arabo-persique occupée précédemment par les Anglais, et qui était devenue une zone militairement vide.

Les pays sur lesquels les Etats-Unis pouvaient compter, grâce à leur taille et puissance, pour assurer la sécurité de la région du Golfe étaient l'Irak, l'Arabie Saoudite et l'Iran.

L'Irak notamment se vantait d'avoir la plus puissante armée de la région arabe. Cependant ce pays, bien que prônant une indépendance totale vis à vis de l'Occident, montra des dispositions pro-soviétiques après sa révolution. De 1960

jusqu'au début des années 70, une quantité considérable d'armes fut fournie à l'armée irakienne par l'URSS.

L'Arabie Saoudite, le pays des Arabes, peu peuplée, dont le niveau d'éducation qui demeurait faible et la forte inégalité générée par la mauvaise répartition des richesses du pétrole, ne permettaient pas de garantir une ressource humaine de haut niveau pouvant former une armée puissante. D'autre part, au sein même des Etats-Unis, l'idée du renforcement de l'Armée saoudienne dû faire face à une certaine opposition, notamment à celle des juifs américains, par crainte pour la sécurité d'Israël (5).

DEUXIEME PARTIE: Le développement économique, politique et social des pays arabes du Golfe.

2.1 Conseil de Coopération du Golfe (CCG)

Après la réunion de Riyad sur la nécessité d'instaurer un marché commun économique régional, la charte du CCG a été adoptée le 25 mai 1981 à Abu Dhabi. Dès le 1er décembre de la même année, les Etats-membres doivent ouvrir leurs frontières aux biens produits dans la région. Le but général du Conseil est d'assurer la stabilité économique et politique de la région par une coopération accrue entre ses Etats-membres, une coordination et une unification de leur politique économique, financière et monétaire et de leurs réglementations commerciales, industrielles et douanières. Les Etats signataires de la Charte du Conseil de Coopération du Golfe sont Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Qatar, Oman, Bahreïn et Koweït (12).

2.2 Planification et exploitation du pétrole

Quarante pour cent de la production pétrolière mondiale provenait à cette époque des pays arabes. La plupart des pays industrialisés dépendaient quasi-totalement

de l'or noir du Moyen-Orient. Les pays producteurs de pétrole profitèrent donc de cette situation mondiale pour imposer leur position sur la politique internationale (5).

Face aux restrictions sur l'exportation du brut et la conséquente hausse des prix, les clients ne disposaient d'aucun moyens alternatifs. Un long investissement technique et financier était nécessaire avant de commencer l'exploitation réelle des gisements (pas moins de 10 ans). C'est pour cette raison, d'après Kissinger, que l'Amérique, « n'hésiterait pas à entreprendre des actions militaires pour débloquer la situation, si la hausse des prix du pétrole devait étouffer notre économie ».

La protection britannique au cours du 19^e siècle permirent aux émirs du Golfe de garder leur pouvoirs politique suprême.

A partir du 20^e siècle la découverte des gisements pétroliers dans la région et le développement de l'industrie pétrolière renforcer leur pouvoirs politique. Ils purent, grâce aux profits pétroliers, se détacher de la dépendance économique vis-à-vis des marchands qui pratiquaient le commerce traditionnel auprès des émirats de la péninsule arabique. Les marchands ressentirent cette crise et menèrent des mouvements contestataires contre les tribus dominantes au Koweït et à Bahrayn en 1938 (mouvements majlise). Ils revendiquaient le droit pour les marchands d'accéder aux affaires pétrolières, l'instauration d'un parlement ou une plus grande ouverture des emplois aux Bahrayniens.

Au début de l'industrialisation, des mouvements anti-émirs ou contre le pouvoir politique lié aux monopoles économiques, stimulés par le nationalisme arabe, naquirent au sein des émirats.

Ces revendications diminuèrent au fur à mesure que le niveau de vie nationale s'améliorait grâce aux profits du pétrole. En même temps, les Emirs et le roi d'Arabie Saoudite renforcèrent leur fondement politique avec la création de lobbies favorables dans les milieux d'affaires pétrolière.

A l'occasion de la déclaration « Stratégie pétrolière » soutenue par l'Arabie Saoudite en 1973, les pays producteurs de pétrole adaptèrent la politique de nationalisation des compagnies occidentales qui monopolisaient alors l'exploitation du

pétrole. Les états augmentèrent progressivement leur taux de participation dans les capitaux des compagnies. En 1974, dans le capital d'Aracom, la part du Koweït, du Qatar et de l'Arabie Saoudite atteint les 60%. La plupart des principales compagnies furent nationalisées entre 1975 et 1976.

Les revenus nationaux de ces pays firent un bond : progression de 4 fois au Koweït, de 5 à 6 fois en Arabie Saoudite par rapport à la période précédant la « stratégie pétrolière ». Cette richesse permis d'élever le niveau de vie, de mettre en place des systèmes sociaux et éducatifs, et de mettre en œuvre une distribution de terres, tout en accédant à la société de consommation.

Dans les émirats du Golfe, cette politique de «distribution des fruits du pétrole au niveau national» fut nécessaire et efficace pour obtenir un consensus national sur la classe dirigeante et maintenir le régime dirigé par une poignée de clans.

Contrairement à une critique souvent adressée aux pays arabes dans les milieux internationaux dénonçant l'«inexistence de la démocratie », la Diwanyah (réunion des membres du clan) pourrait être considérée comme une sorte d'appareil démocratique, spécifique aux pays arabes et qui aurait une fonction de régulation des questions politiques. Dès cette époque, on appela cet outil de consensus à la manière arabe « démocratie arabe ».

Le concentration de la richesse accéléra l'écart des revenus nationaux. La famille de l'Emir koweïtien jouissait d'un revenu correspondant à 8% des recettes pétrolières nationales (1975). La concentration est telle que 31% des revenus nationaux global étaient partagés par seulement 8 % de la population (1973). Les employés koweïtiens gagnèrent triple de salaire d'un immigrés dans l'administration et le technique, et triple dans les secteurs secondaire et tertiaire (5).

Les richesses du pétrole permirent aux dirigeants des pays producteurs de consolider leur régime politique et de s'imposer sur la scène internationale. Les pays producteurs du Golfe et l'Arabie Saoudite purent ainsi influencer sur la politique internationale au titre de la « Stratégie pétrolière ».

2.3 Projets effectivement réalisés

Dans ce paragraphe, nous allons analyser les projets réalisés par les pays arabes du Golfe l'un après l'autre.

A. Arabie Saoudite

Avant la découverte du pétrole dans les années 1930 par des prospecteurs américains et son exploitation dix ans plus tard, l'économie saoudienne reposait sur les taxes (supprimées en 1952) des pèlerinages et l'exportation de dattes.

Bien que l'Arabie Saoudite demeure le premier producteur mondial de dattes, c'est aujourd'hui le pétrole, l'«or noir», qui domine l'économie. Le royaume est le premier exportateur mondial, et le deuxième producteur de pétrole, après la Russie et devant les tats-Unis. Malgré de très importantes réserves, l'Arabie Saoudite ne vient qu'au neuvième rang mondial des producteurs de gaz naturel. Le prix du pétrole est passé de 1,80 dollar le baril (159 l) au début des années 1970 à plus de 30 dollars dans les années 1980 (jusqu'en 1986) pour un coût de revient très faible. Il représente 94 % de la valeur des exportations, essentiellement dirigées vers le Japon, les tats-Unis et l'Europe (13).

Pour réduire la dépendance du royaume à l'égard des recettes pétrolières, le gouvernement a entrepris de diversifier l'économie en favorisant, outre l'agriculture, le développement d'une industrie nationale dans les secteurs du raffinage, de la pétrochimie, de la sidérurgie, du bâtiment et de l'agroalimentaire. De nouveaux centres industriels ont été construits sur les côtes du golfe arabe et à Yanbu, sur la mer Rouge. Ils sont directement alimentés en gaz naturel acheminé par gazoduc depuis les gisements.

Au cours de ces dernières années, le réseau routier a été considérablement amélioré, en particulier dans le Nord-Est, malgré les distances et la chaleur qui abîme, par dilatation, les routes bitumées. Un pont reliant l'Arabie Saoudite à Bahreïn a été ouvert en 1986.

D'importants efforts ont été réalisés qui concernent le téléphone, les usines de dessalement et les installations portuaires par lesquelles transitent les hydrocarbures (un oléoduc joint le golfe Persique à la mer Rouge).

B. QATAR

Des projets d'investissement de grande envergure ont été réalisés en vue de moderniser l'infrastructure du Qatar.

Le Qatar possède un réseau routier moderne qui est constamment amélioré et étendu. Un réseau routier permet de se rendre dans toutes les villes qatariennes, et des autoroutes lient le Qatar à l'Arabie saoudite au sud. Le transport en commun est limité, et il n'y a pas de réseau ferroviaire (13).

L'infrastructure du Qatar offre un accès par voie aérienne et maritime bien développé aux pays voisins et au reste du monde.

L'aéroport international de Doha peut accueillir les plus gros avions. On a commencé à construire un nouvel aéroport international qui desservira entre cinq et six millions de passagers par an et assurera le transport aérien pour les 50 prochaines années.

Le Qatar est copropriétaire de Gulf Airlines avec trois autres états du golfe arabe (Bahreïn, Oman et Abu Dhabi), mais Qatar Airways est le transporteur aérien national.

Le Qatar possède trois grands ports de mer pouvant accueillir les navires géants : le port commercial de Doha, le port commercial et industriel de Messaieed, et le port industriel de Ras Laffan.

Il y a trois zones industrielles au Qatar, celle de Messaieed étant la principale; la ville de Ras Laffan est un nouveau complexe industriel, tandis que Doha est le centre des industries à petite et moyenne échelles.

Les communications par câble et sans fil se développent en raison de projets d'investissement de grande envergure qui visent à actualiser ce secteur : le projet d'installation de câbles dans le golfe, la modernisation des trois stations terrestres de télécommunication par satellite Doha 1, Doha 2 et Doha 3, et les stations de télécommunication maritimes terre-navire. Les nouvelles stations numériques offrent des services numériques aux abonnés. Les circuits numériques internationaux améliorent les services de communication avec l'étranger, et le réseau de téléphonie mobile a été élargi, comptant maintenant 70 000 lignes.

Depuis le milieu des années 80, la situation économique s'est considérablement améliorée, grâce à la découverte, sur le territoire qatarien, du plus important champ de gaz extracôtier non associé connu, ce qui met le pays au troisième rang à l'échelle mondiale pour ce qui est des réserves de gaz naturel.

Le pétrole compte pour plus de 30 % du PIB, environ 80 % des recettes d'exportation, et 66 % des recettes publiques. Les réserves prouvées de pétrole de 3,7 milliards de barils devraient maintenir la production à son niveau actuel pendant 23 ans. Les réserves prouvées de gaz naturel dépassent les sept billions de mètres cubes, ce qui place le Qatar en troisième position sur le plan international. La production et l'exportation de gaz naturel deviennent de plus en plus importantes (13).

C. Emirats Arabes Unis

L'économie des emirats arabes a longtemps reposé sur l'agriculture, l'élevage, la pêche et les perles. Avec la découverte de pétrole dans les années 1960, l'économie du pays s'est transformée, et les miriens ont aujourd'hui des revenus parmi les plus élevés du monde.

Au cours des dernières décennies, l'économie des mirats s'est toutefois diversifiée ; outre l'industrie pétrolière, les secteurs manufacturier, bancaire et immobilier ont pris de l'importance. Grâce à sa position stratégique, son système bancaire solide, ainsi que ses ports, ses aéroports et ses moyens de communication modernes, le pays est devenu l'un des plus grands centres économiques du golfe Persique. Tout est fait pour favoriser le commerce international et il n'y a pas d'impôts. Le tourisme est lui aussi en plein essor (14).

L'agriculture fait partie intégrante de la vie des oasis depuis plus de 5 000 ans. Aussi le gouvernement a-t-il investi dans des projets d'irrigation pour que l'agriculture continue à prospérer. On cultive surtout des tomates, des melons et des dattes. Les produits locaux se vendent généralement dans des souks, les marchés traditionnels. Malgré l'existence de magasins modernes, beaucoup préfèrent encore acheter leur nourriture dans les souks.

La pêche est une importante source de revenus depuis des siècles et le pays exporte beaucoup de poisson séché. Le long de la côte, on élève aussi des huîtres perlières.

La croissance économique rapide a entraîné une pénurie de personnel. Aussi a-t-il fallu faire appel à une main d'œuvre étrangère ; celle-ci représente aujourd'hui plus de 90 % de la population active, soit environ 80 % de la population totale du pays. La plupart viennent de l'Inde, du Pakistan ou d'autres pays asiatiques. Un certain nombre viennent de pays arabes, d'Amérique du Nord ou d'Europe. Les postes les plus élevés des services gouvernementaux sont habituellement occupés par les citoyens des mirats. Un effort significatif a été entrepris pour former les emiriens afin de répondre aux besoins économiques du pays (14).

C. Koweït

Il est évident que le développement urbain, éducatif et hygiénique qui a vu le jour sous le règne du cheikh Abdullah Al-Salem Al-Sabah s'est confirmé grâce aux recettes pétrolières, accompagnées d'un développement commercial, de l'apparition de nouvelles industries et d'un flux de main-d'œuvre étrangère vers le Koweït, ce qui a fait du pétrole l'axe de l'économie nationale koweïtienne, surtout après l'élévation des cours pétroliers à la suite de la guerre de 1973 opposant Israël à l'Égypte et à la Syrie.

Ainsi pouvons-nous dire que l'économie koweïtienne repose sur une seule ressource : le pétrole (extraction et exportation) dont les revenus servent à s'assurer les biens et services et à se doter des éléments de la production régionale et internationale nécessaire à la consommation ainsi que des impératifs du développement économique et social. Tandis que le surplus des épargnes nationales est transféré à l'étranger pour être investi dans les marchés internationaux.

En effet, le secteur du pétrole domine l'activité économique du Koweït : au cours de la période de 1974 à 1978, il constituait quelque 61,7% du produit national brut et représentait environ 82% des recettes publiques et environ 93 % de l'ensemble des exportations.

Il est à noter que la croissance du secteur commercial s'était poursuivie de 1978 jusqu'à 1982 où brusquement, elle recula à cause de la baisse du volume du commerce, de la diminution de la demande locale des biens et services et à cause du recul de l'exportation et du commerce du transit. Sans oublier l'impact de la crise de la bourse des valeurs et des chèques retardés sur la conjoncture économique et sociale.

En vue de remédier à ces problèmes économiques et à la stagnation commerciale, le gouvernement koweïtien a décidé d'acheter les dettes des particuliers et des commerçants tout en offrant des facilités de paiement pour assainir le marché en y émettant de l'argent liquide. Ces efforts ont eu un écho sur l'économie koweïtienne jusqu'à la fin de 1989 et en 1990, l'économie koweïtienne a pris un essor qui pourrait être le début d'un redressement palpable si l'invasion subite de l'Irak n'avait pas eu lieu au mois d'août de la même année. Il va sans dire que les commerçants koweïtiens occupent une place importante dans la société koweïtienne. En effet, ils avaient joué un rôle clé dans la résistance populaire contre les forces de l'occupation.

E. Oman

L'économie omanaise repose principalement sur les hydrocarbures : la production pétrolière contribue près de la moitié du PIB, plus de 80 % des gains à l'exportation et les trois quarts des recettes du gouvernement. Cependant, par rapport à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis, ses voisins du Golfe, Oman dispose de réserves pétrolières plus petites et plus difficiles à extraire. Le pays tente donc de diversifier son économie en favorisant l'expansion de l'industrie gazière, des exportations non pétrolières et du tourisme. Dans son plan quinquennal 2001-2005, le gouvernement envisage aussi d'élargir et d'intensifier la participation du secteur privé à l'économie par une privatisation complète ou partielle des avoirs de l'État et l'investissement dans des domaines nouveaux aussi bien que traditionnels.

Le gouvernement a déjà passé des contrats pour des projets indépendants de valorisation des ressources énergétiques et d'aménagement hydraulique et a sélectionné un consortium, dirigé par les autorités aéroportuaires britanniques (British Airports Authority), pour exploiter et gérer les services des bagages et d'accueil des passagers aux aéroports de Seeb et de Salalah. Cette concession aéroportuaire de 25 ans prévoit la construction par le consortium d'une nouvelle aérogare (coût estimatif : 190 millions de dollars américains) à l'aéroport de Seeb d'ici 2006. La prochaine candidate à la privatisation est OmanTel, la société nationale des télécommunications.

Deux entreprises à participation publique et privée ont fait date : une usine de gaz naturel liquéfié (GNL) à Sur et un nouveau terminal à conteneurs dans la ville portuaire de Salalah. Ce terminal compte parmi les 20 plus grands au monde et se classe au 10^e rang sur le plan de l'efficacité. On a également accordé des contrats pour la construction d'un port industriel à Sohar, lequel pourra faire face aux exportations que les nouveaux projets en cours dans le secteur manufacturier devraient susciter.

F. BAHREIN

L'assise économique de Bahreïn, à la fois saine et diversifiée, stimule un environnement économique dynamique dans lequel les affaires prospèrent.

Alors que le pétrole représente plus de la moitié des recettes à l'exportation, la diversification industrielle a créé un large éventail d'opportunités pour les activités d'aval et a engendré une infrastructure de soutien sophistiquée.

Les politiques gouvernementales sont tournées vers le développement des secteurs industriels, commerciaux, des services et de la distribution ; encouragent les investisseurs internationaux, régionaux et locaux. Bahreïn fut l'un des premiers états de la région à utiliser les études démographiques dans la planification de l'économie et à fournir de nombreuses informations statistiques pertinentes aux entrepreneurs privés.

Les coûts d'exploitation d'une affaire menée depuis Bahreïn sont parmi les plus attractifs du Moyen Orient.

L'Etat de Bahreïn offre de nombreuses opportunités attractives et compétitives aux investisseurs étrangers. L'absence d'impôts sur le revenu des personnes physiques et sur les bénéfices des sociétés sont considérés comme étant les incitations les plus attractives.

Cependant, d'autres mesures ne sont pas à négliger : le libre transfert des devises et des capitaux, l'absence de contrôle des changes, mais également la présence d'infrastructures, de services bancaires et de télécommunications de qualité.

Bahreïn offre de nombreuses mesures d'encouragement pour les sociétés étrangères souhaitant s'y implanter : A travers : une politique gouvernementale incitant l'investissement des international ; l'assistance du gouvernement pour la conduite d'études de marché ; des facilités administratives pour l'enregistrement d'une société ; un cadre légal opérationnel très développé et orienté vers l'international.

- ~ Une énergie et un carburant peu coûteux
- ~ Des loyers particulièrement avantageux aussi bien industriels et commerciaux que pour les particuliers
- ~ Zones hors taxes dans les ports et les aires industrielles
- ~ Des zones industrielles équipées

TROISIEME PARTIE: Les impacts des deux guerres du Golfe sur le développement des pays arabes de la région.

3.1 Conséquences négatives de la guerre Irak – Iran

L'armée irakienne envahit la région Khuzestan du sud de l'Iran, zone de forages pétroliers, le 22 septembre 1980.

Malgré la suprématie de l'armée irakienne au début des combats, l'Iran résista durement à l'attaque éclair de l'ennemi et le conflit s'éternisa. Israël soutint l'armée iranienne pourtant isolée en lui fournissant des équipements militaires (missiles anti-chars, pièces détachées pour les armes américaines, etc.). Celle-ci pu donc résister longtemps. Selon un proverbe local « les ennemis des nos ennemis sont nos amis ». Israël se méfiait de l'expansion irakienne sur la zone pétrolière de l'Iran. Si l'Iran était divisé ou perdu, cela risquerait de favoriser l'avance de l'URSS vers le sud. En ce sens, ce soutien israélien correspondait bien à intérêt de l'Occident.

L'Irak contre-attaqua en utilisant massivement des armes chimiques qui provoquèrent des dégâts importants sur l'armée iranienne. Malgré l'interdiction de l'utilisation des armes BCN par la législation internationale, la réaction de la communauté internationale resta limitée, autorisant ainsi tacitement l'Irak à utiliser les gaz contre les iraniens. Résultat, l'Irak réussit à repousser l'armée iranienne.

Cette victoire irakienne était due, d'une part, à l'utilisation de l'arme chimique et, d'autre part, aux diverses aides en provenance des pays occidentaux et des pays producteurs de pétrole. En fait, les Américains s'inquiétant d'une éventuelle défaite de l'Irak l'informèrent régulièrement sur les localisations de l'armée iranienne observées par satellite. Une quantité importante d'armes françaises et soviétiques fut exportée vers l'Irak. L'Allemagne de l'Ouest avait construit en Irak une usine d'engrais où pouvaient être fabriqués les gaz mortels. Le Koweït et l'Arabie Saoudite n'hésitèrent pas à subventionner fortement l'Irak.

Les pays occidentaux sentaient sérieusement la menace d'une possible expansion de la révolution islamique en cas de déséquilibre militaire dans la région. Le

soutien et le renforcement militaire de l'Irak étaient nécessaires pour endiguer l'influence de Téhéran. L'Occident ne souhaitait pas l'isolement international de l'Irak.

La force aérienne de l'Irak se mit à bombarder les équipements destinés à l'exportation du brut iranien à partir du printemps 1984, ceci afin de bloquer l'économie du pays et d'entraîner une réduction de sa capacité de déploiement militaire. En guise de riposte, l'armée de l'air Iranienne attaqua les navires de transport maritime qui arrivaient au Koweït, port de déchargement des matériels et du ravitaillement pour l'Irak. Le Koweït demanda en 1986 aux Etats-Unis et à l'URSS la protection des navires. Ils répondirent favorablement. Plus tard, les bâtiments français, anglais, italiens, hollandais et belges vinrent pour escorter les bateaux de commerce.

Le Conseil de sécurité de l'ONU adopta la résolution n°598 en 1987 : dans celle-ci était décidés l'arrêt immédiat de la guerre et le retrait de l'Iran jusqu'à une ligne de démarcation reconnue internationalement.

L'Iran qui n'occupait qu'une partie de la terre irakienne n'accepta pas cette résolution et sa ratification n'eut lieu qu'un an après. Pendant une année de suspension, l'armée irakienne se renforça grâce aux aides étrangères.

La destruction d'un Airbus d'Iran Air par un missile américain le 3 juillet 1988, provoqua rapidement la décision de Khomeyni d'arrêter les hostilités. En effet l'Iran se rendit compte à cette occasion de la gravité de cette guerre par le fait qu'il ne combattait pas seulement contre l'Irak (5).

Parmi les conséquences négatives de la guerre Irak-Iran, à l'échelle mondiale, la situation confuse sur le marché pétrolier a donné lieu à de réactions brutales, d'ailleurs réversibles; en deux mois, le prix de vente du baril à Rotterdam a ainsi doublé. Les accélérations de la formation de ce prix sont (6) :

- a. physiques : L'Arabie Saoudite, les Emirats, le Vénézuéla sont probablement à même de compenser l'absence de pétrole en provenance d'Irak et du Koweït. Cette substitution n'est évidemment pas immédiate, mais il semble qu'avec un délai de quelques mois à un an, l'Arabie Saoudite puisse accroître sa production jusqu'à 10 millions de baril par jour. Cependant, dans l'immédiat les

accélération de production risquent d'être saturées surtout à l'approche de l'hiver, ou il pourrait manquer 2 à 3 millions de baril par jour au niveau mondial. Par ailleurs, une accélération du déclin des exportations pétrolières de l'URSS aggravait la situation rendant plus difficile en particulier l'approvisionnement des pays de l'Europe de l'Est.

- b. psychologiques : depuis les années 70, le marché du pétrole a changé; lors des précédentes crises, en 1973, le marché était quasi cartellisé (l'OPEP d'une part, les sept grandes compagnies de l'autre), et en 1979 les hausses de prix officielles étaient décidées lors des réunions périodiques de l'OPEP. Les années 80 connurent l'émergence des producteurs non OPEP et surtout le développement du marché libre du pétrole : les cours montent ou baissent librement, ce qui crée un risque de prix aléatoire et non maîtrisable; pour y répondre, des marchés à terme du brut et des produits pétroliers ont été mis en place. Ces derniers, sur lesquels sont cotés des contrats à terme, sont dorénavant devenus un rouage significatif de l'industrie pétrolière, complémentaire du marché physique. Il s'y échange chaque jour en titres financiers bien plus que la production journalière réelle. Comme la période actuelle, les années à venir seront donc, sans doute, celles des marchés et de la volatilité des cours : les dispositions psychologiques des opérateurs joueront, de toute évidence, un rôle fondamental dans l'évolution des marchés, ce que corrobore l'analyse des variations du prix du brut; on ne peut pas les relier avec précision à des indicateurs touchant à l'activité manufacturière ou à la consommation des produits dérivés; en revanche les perspectives géopolitiques, les anticipations d'activité économiques ou plus simplement les données de fait (incidents techniques ou météorologiques, ...) sont autant de causes privilégiées d'évolution du prix du brut.
- c. Politiques : un prix du pétrole élevé satisfait les pays considérés comme les "durs" de l'OPEP, ceux qui sont "courts" en réserves, ceux qui ont une population importante comme l'Iran ou l'Algérie et quelques autres pays en développement comme Le Mexique, Vénézuéla, Equateur, Nigéria, ...qui sont

lourdement endettés. A l'inverse un prix du pétrole trop élevé est dommageable pour les pays en voie de développement qui ne sont pas exportateurs de pétrole et pour les pays industrialisés (6).

3.2 Conséquences fatales de la deuxième guerre du Golfe

Avant d'aborder les conséquences fatales de la deuxième guerre du Golfe, nous allons analyser en premier pas les raisons pour lesquelles l'Irak a envahi le Koweït.

Deux « problèmes irakiens » se sont posés après la guerre irako-iranienne. L'un est la dette cumulée au court de 8 ans de guerre, l'autre est sa force militaire irakienne devenue redoutable dans la région.

Concernant le problème économique, l'effort de guerre considérable pour une période aussi longue fut financé par les pays arabes et les pays exportateurs d'armes. Le montant de ces dettes s'élevait à 80 milliards de dollars. Alors que l'Irak avait demandé aux Emirats l'annulation des dettes, il devait rembourser, par contre, les Européens, les Américains et les Japonais. L'Irak avait besoin des revenus du pétrole et espérait vendre celui-ci au prix fort. Cependant, l'augmentation de la production des Emirats Arabes Unis, du Koweït et de l'Iran a entraîné une stagnation des prix.

L'Irak continua après la guerre à renforcer son armement. Non seulement les contrats d'achat d'armes en cours furent honorés et ainsi continuèrent à apporter équipements et matériels mais, de plus, le gouvernement Gorbatchev continuait à vendre des armes soviétiques contre des dollars irakiens afin que le pays puisse survivre à ses difficultés économiques.

Par contre, l'Iran ne pu pas obtenir les aides occidentales nécessaires à la reconstruction du pays à cause de ses relations diplomatiques médiocres avec l'Occident. Ainsi le déséquilibre militaire entre l'Irak et l'Iran s'accéléra.

Pour l'Irak, la « solution » aux problèmes était l'annexion du Koweït par la force. L'armée irakienne envahi donc le Koweït le 2 août 1990 et soumit la totalité du

territoire koweïtien. A partir de ce moment, considéré comme le début de la crise du Golfe, la montée vers la Guerre du Golfe semble inéluctable (5).

Parmi les conséquences fatales de la deuxième guerre du Golfe, on peut citer les suivantes :

Car le leadership que les États-Unis entendent réaffirmer est, lui, mondial. Si la grande tendance des années 90, c'est l'écroulement du communisme, une autre se confirme : le déclin relatif de l'Amérique face à la montée en puissance du Japon et de l'Europe. Or, le golfe Arabo-Persique constitue un lieu idéal pour manifester et renforcer la prédominance américaine. Enjeu énergétique : 65 % des réserves de pétrole de la planète se trouvent concentrées dans le Golfe, qui sera de surcroît la seule grande zone de production dans vingt à trente ans, alors même que les hydrocarbures demeureront, selon la plupart des experts, la première source d'énergie. Enjeu économique : le marché arabe offre d'immenses débouchés à l'économie américaine, de même que les pétrodollars lui apportent de volumineux ballons d'oxygène. Enjeu politico-militaire : les États-Unis ont toujours rêvé de rassembler dans un consensus stratégique les régimes arabes modérés et - si possible - Israël dans une sorte d'OTAN du Moyen-Orient, laquelle a des chances de prendre enfin corps en réaction à l'agression irakienne, au nom du droit international et avec la bénédiction de l'ONU. Ce sont là des atouts appréciables pour une Amérique qui entend se muscler face à ses partenaires concurrents occidentaux.

Dans le choc des stratégies américaine et irakienne, à la fois ennemies et d'une certaine manière complices, se met en place un engrenage irréversible. D'autant que les forces susceptibles de s'interposer ne peuvent ou ne veulent le faire. La crise économique et sociale accroît la dépendance de l'URSS à l'égard de l'aide occidentale, au point d'interdire au Kremlin toute opposition franche à la politique américaine : de fait, malgré ses débats internes et ses réserves, Moscou s'en tiendra toujours à l'accord conclu par George Bush et Mikhaïl Gorbatchev à Helsinki le 9 septembre 1990, tout en faisant le maximum pour ramener Saddam Hussein à la raison et lui éviter le pire. Pour Pékin, l'occasion est trop belle de faire oublier la répression de Tien Anmen et reprendre ses relations avec l'Occident : le

ministre chinois des Affaires étrangères se réfugiera donc dans l'abstention pour ne pas bloquer, ni même gêner, l'opération des États-Unis. Quant à l'Europe, pourtant concernée au premier chef en tant que voisin immédiat du monde arabe, elle va faire - une nouvelle fois - la preuve de son inexistence dès lors que la politique américaine est en cause : tiraillée entre une Grande-Bretagne jusqu'au-boutiste et une Allemagne repliée sur son unification, elle se montrera incapable de définir une politique commune et d'animer la médiation nécessaire. Et ce n'est pas la France qui contribuera à l'arracher à cette impasse, étant elle-même prise en étau entre sa volonté de ménager une issue pacifique et sa détermination à se comporter en allié fidèle de l'Amérique : de quel poids peuvent peser les initiatives de paix d'un pays dont les soldats se trouvent d'ores et déjà sur le terrain ?

3.3 Nouvelle carte géopolitique américaine et menaces stratégiques pour la région

Si le 11 septembre 2001 a changé la vie des Américains en transportant la guerre des « autres » jusqu'à leurs maisons, il a également largement affecté la politique étrangère américaine en ce qui concerne les visions traditionnelles des analystes du département d'État, qu'ils avaient jusque-là, du Moyen-Orient en général et de l'Arabie Saoudite en particulier (1).

En effet, l'Arabie Saoudite est le seul pays arabe où la présence des services de renseignements américains est réduite presque à néant et cela d'un commun accord avec les autorités saoudiennes, et ce pour diverses raisons dites « stratégiques ». En échange du pétrole saoudien, Washington devait soutenir inconditionnellement un régime wahhabite intégriste et tourner son œil sur la situation interne du pays. Toutes informations à caractère sécuritaire devaient être fournies par les services de renseignement saoudiens.

Cette stratégie de fonctionnement « commode » devait assurer une continuité dans la politique pétrolière stable de la région afin de ne point affecter l'économie américaine. D'ailleurs, c'est dans ce contexte que la guerre du Golfe eut lieu. Et c'est à travers cette vision « arabiste » des analystes du département d'État

américain que les marines assurèrent la sécurité de la région et que Washington maintint son appui militaire à l'Arabie Saoudite. Pour les Saoudiens, c'était une occasion d'or, d'échanger leur or noir pour une quasi-liberté de mouvements masquée par les multiples aides financières aux associations nord-américaines chargées de financer indirectement la formation de cellules terroristes et la diffusion de l'islam dans l'Ouest, et pas n'importe lequel. Il s'agit d'un islam pur et dur et qui répond à un ancien rêve arabe d'islamiser l'Occident et de prendre la revanche sur les Croisés en suivant le chemin tracé par Saladin !

Par ailleurs, « 9-11 » a fourni de nouvelles munitions aux analystes « anti-arabistes » du département d'État pour faire prévaloir leur vision, écartée au profit de celle des « arabistes » privilégiant l'appui aux dictatures arabes en échange de loyaux services et... du pétrole.

Aujourd'hui, le camp des « antiarabistes » avance d'autres solutions aux politiques adoptées par la Maison-Blanche. Une de leurs solutions se résume principalement à trouver une nouvelle source d'approvisionnement du pétrole qui remplacerait le pétrole saoudien et irakien.

En effet, vouloir sortir de cette presque dépendance pétrolière saoudienne des Américains est important pour qu'ils puissent entamer ce que les anti-arabistes réclament sous la table : un changement de la carte géopolitique de la région pouvant mener à une paix au Moyen-Orient, mais avec de nouveaux acteurs dont la vision serait plus ouverte à l'économie de marché interne, régionale et internationale, de même qu'au modernisme local de leurs sociétés, plutôt qu'à une économie d'État et à intégrisme aveugle au détriment de la majorité de leurs sociétés comme c'est le cas aujourd'hui.

Ainsi, trouver une nouvelle source d'approvisionnement suffisante pour remplacer la production pétrolière saoudienne serait le début de la fin de cette lune de miel entre Washington et Riyad. Et c'est justement ce que semble aujourd'hui adopter le président Georges Bush en se tournant du côté de la Russie, mais aussi de l'Afrique de l'Ouest.

Que ce soit la guerre en Afghanistan, ou le dernier rapprochement spectaculaire avec la Russie mettant fin à la guerre froide d'une façon nette, la nouvelle stratégie américaine semble avoir adopté la vision des antiarabistes. La Russie membre de l'OTAN, ouvrant son marché aux produits américains et une coopération contre le terrorisme international et la réduction des missiles balistiques, tels sont les résultats immédiats et officiels de la dernière rencontre entre les présidents américain et russe. Cependant, un dernier volet qui outrepassse en importance ces points fut également mentionné sans qu'il ne fasse pour autant le grand titre de cette entente. Il s'agit de l'accord énergétique entre les deux pays pour que la Russie augmente sa production pétrolière et en fournisse d'avantage aux États-Unis.

De même, l'annonce de nouvelles coopérations énergétiques des pays africains producteurs de pétrole, prouve que Washington semble vouloir tourner une page dans ses relations avec le Moyen-Orient et tout particulièrement avec l'Arabie Saoudite. Pas étonnant alors que pour la première fois l'on entend parler « d'opposants saoudiens » vivant aux É.-U. et que les médias américains « découvrent » également pour la première fois et les accueillent dans des émissions à grand taux d'écoute ! Pas étonnant également de lire des critiques acerbes dans la presse américaine accusant le régime wahabite de soutenir les terroristes et l'endoctrinement antioccidental et antiaméricain dans des « Madrasas », les écoles coraniques non seulement de l'Arabie Saoudite, mais également des autres pays musulmans... y compris au Pakistan !

D'autres signes portent à croire que l'administration américaine s'apprête à provoquer un changement de donne pouvant affecter la carte géopolitique du Moyen-Orient. Que ce soit les pourparlers avec les opposants irakiens ou même la dernière annonce faite par le président Bush pour la création d'un État palestinien mais avec de nouveaux acteurs, autres que ceux qui existent aujourd'hui, c'est-à-dire autre que Yasser Arafat qui a toujours bénéficié de l'appui des chefs arabes pourtant amis et alliés de Washington, ou encore l'appui

de Washington pour Tel-Aviv dans sa guerre contre les bombes humaines et le terrorisme islamiste, ce qui est clair, c'est que le compte à rebours pour ce changement a déjà commencé. Ainsi entendons-nous de sources informelles israéliennes et américaines que Washington aurait donné son feu vert à Tel-Aviv pour user de la force contre le Liban, mais surtout contre la Syrie advenant encore une attaque du Hezbollah libanais pro-iranien contre les régions nord d'Israël. Une politique qui s'accompagne d'un « bill » au Congrès américain contre la Syrie, lui faisant porter la responsabilité de l'appui apporté aux terroristes de Hamas ainsi qu'à d'autres formations islamistes terroristes que. En somme, changer la politique américaine au Moyen-Orient reviendrait à trouver d'autres alliés riches en ressources énergétiques capables de remplacer le bailleur de fonds du terrorisme actuel. Ce faisant, cela ramènera la région à ce qu'elle était en 1919 quand elle représentait l'« homme malade » ou l'Empire ottoman, à la veille du déclenchement la Grande Guerre. Ainsi, 2002 serait ce que 1919 était pour cette partie du monde. Une flambée de guerre qui commencerait au Liban changera sans aucun doute la région en entier, mettant fin aux accords de Sykes-Picot et mènera à la naissance de nouvelles nations... Le Moyen-Orient se verra ainsi redessiné non à l'anglaise, mais cette fois-ci, à l'américaine (1).

L'opération meurtrière du 11 septembre est en train de redessiner la carte géopolitique du Monde (4). Ce processus, immédiatement perceptible, va subir une accélération dans les semaines à venir. En effet, la préparation de la riposte américaine oblige chaque Etat à prendre parti pour ou contre la solidarité active avec les Etats-Unis. S'y ajoutera le fait que le bilan de la destruction des " Twin Towers " fait apparaître une forte proportion de non-Américains parmi les victimes. A l'heure où ces lignes ont été écrites, plusieurs centaines de Britanniques, environ 100 Allemands, une centaine de Suisses sont portés disparus, ainsi que de l'ordre de 600 ressortissants des pays d'Amérique Latine et plus de 500 Asiatiques et Australiens. C'est, entre autres, de très loin l'attentat

le plus meurtrier qu'ait eu à subir l'UE. L'attaque était bel et bien portée contre le World Trade Center, pas seulement contre les Etats-Unis.

Premier basculement géopolitique, la très rapide réaction de la Russie qui n'a plus guère besoin de rentrer dans l'OTAN pour être considérée comme une alliée. En cas d'opérations dans et autour de l'Afghanistan, elle pourra jouer un rôle essentiel au plan du renseignement et l'accès à ses infrastructures militaires, en Russie même comme en Asie centrale.

La Chine est la seconde plaque tectonique à s'être déplacée. Après une période de silence, Pékin a décidé non seulement de se joindre à la résolution 1368 du Conseil de sécurité, appelant à combattre les actes terroristes par tous les moyens ; mais encore, elle a confirmé qu'elle se plaçait délibérément dans la lutte contre le terrorisme en tant que partenaire avec la Russie et les Etats d'Asie centrale dans le groupe de Shanghai. En se rendant utile aux Etats-Unis à l'heure du besoin, Pékin peut espérer redéfinir dans un sens favorable ses rapports avec Washington, évolution qui coïncide avec son entrée au sein de l'OMC. A l'inverse, un pays comme le Japon pourrait se trouver dévalorisé aux yeux des Etats-Unis, du fait de la nouvelle donne chinoise, et dans une moindre mesure, du rôle joué - mais pour combien de temps ?- par le Pakistan. De fait, l'Inde pourrait remplir la fonction de base arrière en lieu et place du Pakistan.

La transformation de l'ordre mondial n'est pas simplement en marche ; elle avance au pas de charge, et ses effets se feront sentir pour plusieurs décennies (4).

CONCLUSIONS

En se basant sur les résultats de cette recherche, on peut déduire les conclusions suivantes :

a. Au niveau régional :

1. Depuis longtemps les grandes puissances ont pensé à dominer les pays arabes du Golfe pour la raison de la découverte du pétrole comme ressource stratégique mondiale et d'avoir une position géopolitique importante,
2. Dans leur nouvelle politique, depuis le 11 septembre 2001, les américains se préparent pour diminuer la dépendance sur le pétrole saoudien en le substituant par le pétrole irakien, iranien, vénézuélien et africain,
3. Par rapport à la nouvelle carte américaine mondiale, le conflit actuel avec l'Irak dépasse les intérêts économiques par la maîtrise des puits irakiens. En effet, les américains se prennent les plus forts pour dominer le monde tout entier afin de dessiner les nouvelles frontières géopolitiques de tous les pays du Proch-Orient et les pays arabes du Golfe,
4. La guerre Irak - Iran est la plus longue de 20^e siècle dont les pays arabes du Golfe, notamment l'Arabie Saoudite et le Koweït, ont participé financièrement à aider l'Irak qui ont subi des conséquences économiques importantes,
5. La guerre a absorbé beaucoup des moyens financiers des deux pays concernés en plus de certains pays arabes du Golfe, donc elle a entraîné la crise économique dans la région.
6. Par leurs conséquences, les deux guerres du Golfe, dans les pays arabes de la région, sur l'inflation et sur les marges-donc les capacités d'investissement des entreprises, l'indexation des revenus à court terme a aggravé dans ces pays, l'impact stagflationniste des chocs pétroliers.
7. Les chocs pétroliers ne se répètent pas à l'identique: chaque choc a ses caractères propres et le contexte dans lequel il apparaît n'est jamais le même. Fragilités et points forts varient dans l'économie de chaque pays du Golfe.

8. Les pays arabes du Golfe possèdent deux tiers des réserves mondiale de pétrole.

Malgré cette richesse, ces pays n'ont pas suffisamment développé leurs économies.

10. L'influence des Occidentaux a été très importante sur la région à cause, d'une part, de la valeur stratégique de la localisation géographique du Moyen Orient et, d'autre part, du pétrole, ressource naturelle mondialement recherchée. A contrario, il est évident que les pays du Golfe ont bien profité de cette présence occidentale pour assurer leurs propres développements.

11. Une fois les américains dominent le pétrole irakien, ils auront la maîtrise totale sur l'OPEC.

b. Au niveau international :

1. Par leurs conséquences, les deux guerres du Golfe, dans les pays arabes de la région, sur l'inflation et sur les marges-donc les capacités d'investissement des entreprises, l'indexation des revenus à court terme a aggravé dans ces pays, l'impact stagflationniste des chocs pétroliers.

2. Les performances d'une économie sont d'abord fonction de la qualité de ses modes de régulation et d'organisation.

3. A la suite de l'invasion du Koweït par l'Irak, et de l'embargo qui a suivi, 4 millions de barils de pétrole ont été effacés par jour du marché, donc le niveau de production des pays arabes du Golfe a été perturbé; augmenté pour l'Arabie Saoudite

4. Le pétrole est une matière première indispensable pour le développement économique mondial. Il est par ailleurs, pour le moment, difficilement substituable dans le domaine des transports et de la pétrochimie. Donc, il est une matière première stratégique.

5. Après les guerres du Golfe, les pays industrialisés ont pris les mesures suivantes à des degrés divers selon les pays, afin d'éviter ou diminuer les dégâts des chocs à venir :

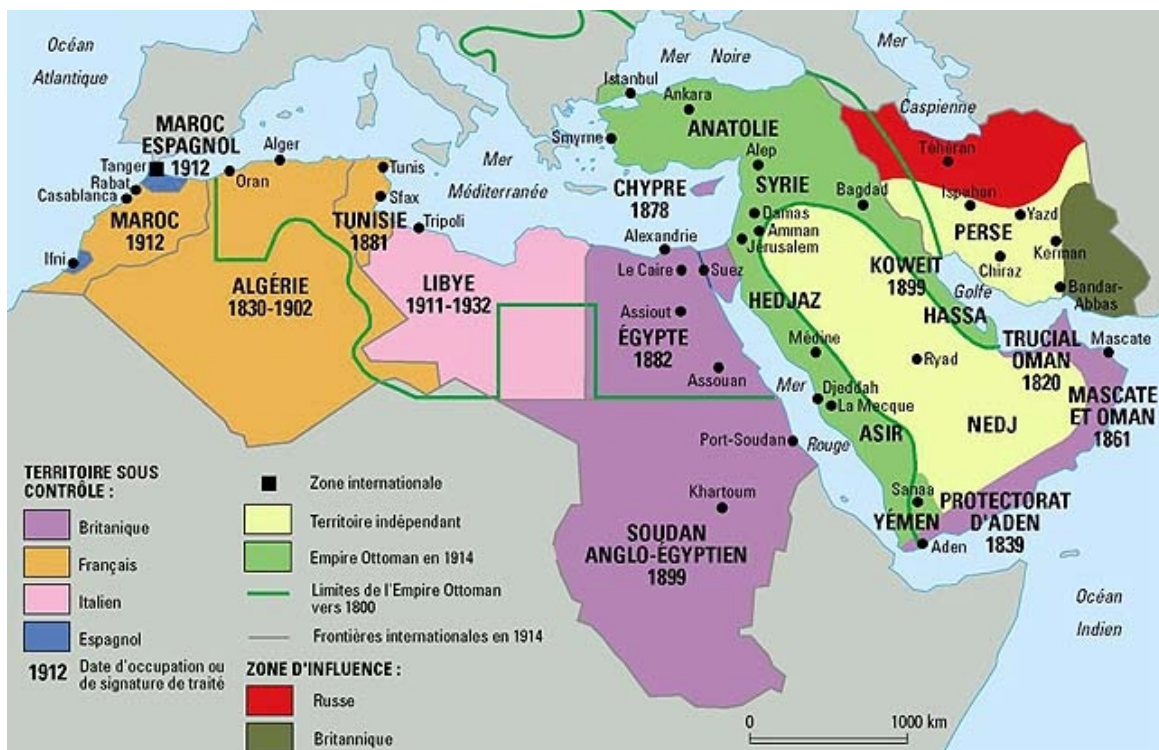
- ✓ développer de nouvelles réserves de pétrole en Mer du Nord, en Sibérie, au Mexique, en Alaska,
- ✓ Mettre en place des investissements de substitution comme en France, l'investissement nucléaire,

- ✓ Engager une politique de recherche-développement notamment dans le domaine des énergies renouvelables et de la maîtrise de l'énergie,
- ✓ Inciter à la maîtrise de l'énergie, pour bénéficier des économies d'énergies supplémentaires par rapport à celles qui seraient intervenues par le simple jeu de la hausse des prix de l'énergie.

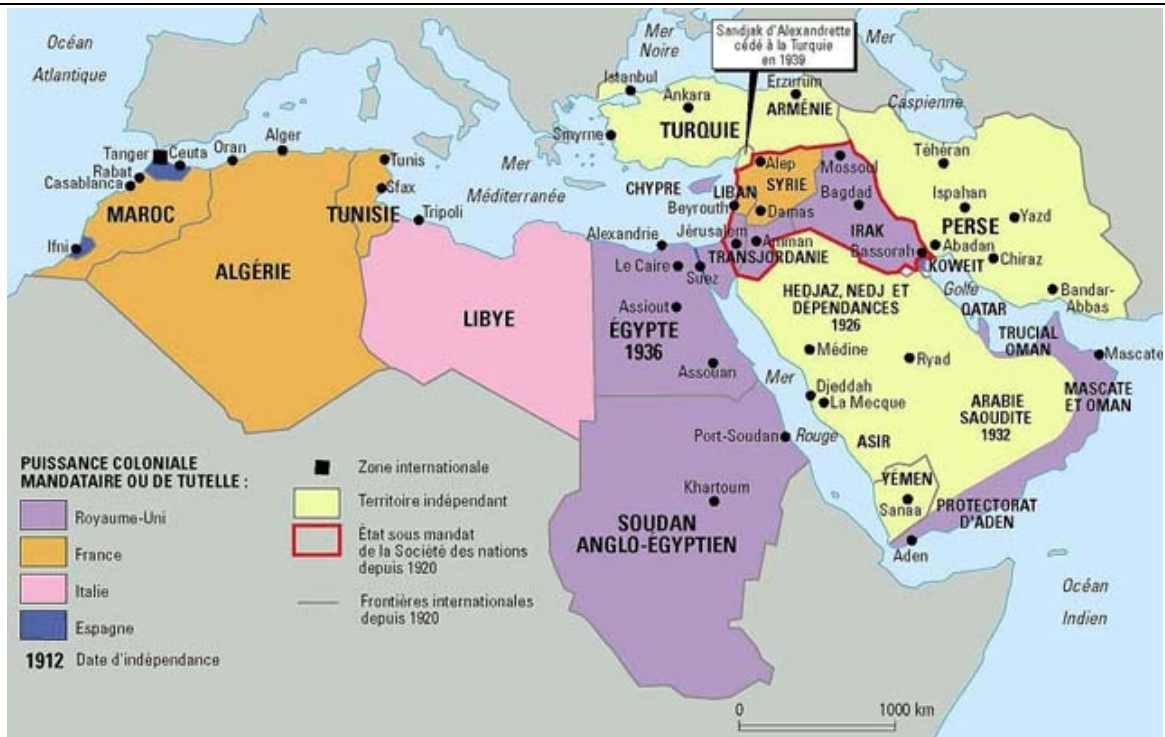
REMERCIEMENTS

J'adresse mes profonds remerciements au CID, à tous les professeurs et étudiants français et étrangers, qui m'ont aidés et soutenus.

ANNEXE 1 : Le proche et moyen orient en 1914



ANNEXE 2 : Le proche et moyen orient en 1939



Par Cécile Marin

(Le monde diplomatique : www.monde-diplomatique.fr)



ANNEXE 3 : Moyen orient en 2002

BIBLIOGRAPHIE

1. La nouvelle politique des américains au Moyen-Orient : Diminuer leur dépendance au pétrole saoudien.
Alain-Michel Ayache, Le Monde Diplomatique, Paris, 04 octobre 2002.
2. Les 100 portes du Proche-Orient : Golfe et la crise.
Alain Gresh, Dominique Vidal, Le Monde Diplomatique, Paris, janvier 2003.
3. Une guerre sans fin contre l'Irak : Le Conseil de Coopération du Golfe.
Alain Gresh, Le Monde Diplomatique, Paris, janvier 2003.
4. La nouvelle carte du monde, Francois Heisbourg, directeur de la fondation pour la Recherche Stratégique, Paris, 2001.
5. Les pays du Golfe, Kenichiro Nagumo, Mémoire de géopolitique, Paris, avril 2002.
6. Conséquences économiques de la crise du Golfe Arabo-Persique : Travaux du Groupe Anticrise, Commissariat Général du Plan en France, La Documentation Française, 1990.
7. La population des pays arabes d'Orient, Youssef Courbage, Philippe Fargues, Population, revue de l'INED, n 6, 1975.
8. Stratégies énergétiques, biosphères & société (SEBES) : Forum interdisciplinaire indépendant : l'explosion démographique contre le développement durable 1993-1994, SEBES, Genève, 1993.
9. World index of resources and population, David Hargreaves, Brookfield USA, 1994.
10. La sécurité arabe : défis actuels et perspectives d'avenir : travaux de la conférence Casablanca, 9-11 janvier 1996, Centre d'études euro-arabe, 1996.
11. Banque internationale pour la reconstruction et le développement : rapport sur le développement dans le monde 1992, Washington D.C. : Banque Mondiale, 1992.
12. Les Etats Arabes du Golfe.
EUROPARL : Parlement Européen, On Line/Fiches Techniques du 22 mai 2001.
13. Mission Equipe Canada, ministere des affaires etrangeres et du commerce international, fevrier 1999.
14. United Arab Emirates, The world of work, decembre, 2001.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

1. Le pétrole comme ressource stratégique et le rôle des grandes puissances.
 - 1.1 Historique de la découverte du pétrole
 - 1.2 Ambitions des grandes puissances
 - 1.3 Présence de la France dans la région du Golfe
 - 1.4 Domination britannique
 - 1.5 Domination américaine
2. Le développement économique, politique et social des pays arabes du Golfe.
 - 2.1 Conseil de Coopération du Golfe
 - 2.2 Planification et exploitation du pétrole
 - 2.3 Projets effectivement réalisés
3. Les impacts des deux guerres du Golfe sur le développement des pays arabes de la région.
 - 3.1 Conséquences négatives de la guerre Irak - Iran
 - 3.2 Conséquences fatales de la deuxième guerre du Golfe
 - 3.3 Nouvelle carte géopolitique américaine et menaces stratégiques pour la région

CONCLUSIONS

1. Niveau régional
2. Niveau international

BIBLIOGRAPHIE

ANNEXES (cartes)

Annexe 1 : Le proche et moyen orient en 1914

Annexe 2 : Le proche et moyen orient en 1939

Annexe 3 : Moyen orient en 2002